CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRÊT

n° 4331 du 29 novembre 2007
dans l'affaire /

En cause :

contre :

l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur.

LE ,

Vu la requête introduite le 6 août 2007 par , de nationalité béninoise, qui demande et la suspension de « la décision de refus d'établissement avec ordre de quitter le territoire prise le 27 juin 2007 par le Ministre de l'Intérieur sous la référence 5.948.767, notifiée à la requérante le 5 juillet 2007 ».

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 3 octobre 2007 convoquant les parties à comparaître le 18 octobre 2007.

Entendu, en son rapport, Mme N. RENIERS, .

Entendu, en leurs observations, Me B. PONCIN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me P. HUYBRECHTS *loco* Me F. MOTULSKY, , qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRÊT SUIVANT :

1. Les faits utiles à l'appréciation de la cause.

1.1. Le 24 décembre 2005, la requérante épouse, au Bénin, Monsieur D. E., de nationalité belge.

Elle arrive en Belgique le 28 septembre 2006 munie d'un passeport national revêtu d'un visa « D » délivré à Cotonou.

Le 6 février 2007, la requérante introduit une demande d'établissement en sa qualité de conjoint de Belge.

Le 9 février 2007, cette demande fait l'objet d'une décision de report provisoire, « afin de vérifier la réalité de la cellule familiale entre les intéressés ».

Le 22 juin 2007, l'inspecteur de Police chargé du contrôle de la réalité de l'installation commune transmet un rapport de police indiquant notamment : « [...] Les intéressés ont entamé une procédure de divorce et n'ont jamais vécu ensemble en Belgique [...] ».

1.2. Le 27 juin 2007, le délégué du Ministre de l'Intérieur prend, à l'égard de la requérante, une décision de refus d'établissement avec ordre de quitter le territoire qui lui sera notifiée le 5 juillet 2007.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« MOTIF DE LA DECISION :

Ne remplit pas les conditions pour bénéficier du droit d'établissement en tant que CONJOINTE de Belge ([E.], [D.])

Motivation en fait

Selon un rapport de la police de Liège rédigé le 22/06/2007, la réalité de la cellule familiale est inexistante. Il résulte du contrôle que l'intéressée ne réside pas avec son époux et que les époux ont entamé une procédure de divorce. »

2. Observations préliminaires.

2.1. Recevabilité de la requête.

2.1.1. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse fait valoir que : « [...] bien que datée du 6 août 2007, la copie de la requête introductive d'instance devant le Conseil de céans ne porte pas de mention ni quant à la date de sa réception par le greffe du Conseil ni en ce qui concerne la date à laquelle elle fut effectivement confiée à la poste, de telle sorte qu'il échet de vérifier si le nécessaire avait effectivement été fait le 6 août 2007 au plus tard. ».

2.1.2. En l'espèce, au vu du dossier de la procédure, le Conseil constate que le recours de la requérante est parvenu au greffe sous pli recommandé revêtu d'un cachet postal du 6 août 2007, soit le dernier jour utile du délai de recours.

Il en résulte que la requête introductive d'instance est recevable.

2.2. Demande de suspension.

2.2.1. En termes de requête, la partie requérante sollicite notamment de « suspendre la décision attaquée » dont elle postule également l'annulation.

2.2.2. En l'espèce, le Conseil rappelle que l'article 39/79, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 précité dispose :

« §1^{er}. Sauf accord de l'intéressé, aucune mesure d'éloignement du territoire ne peut être exécutée de manière forcée à l'égard de l'étranger pendant le délai fixé pour l'introduction du recours [en annulation] introduit contre les décisions visées à l'alinéa 2 ni pendant l'examen de celui-ci, et de telles mesures ne peuvent être prises à l'égard de l'étranger en raison des faits qui ont donné lieu à la décision attaquée.

Les décisions visées à l'alinéa 1^{er} sont :

[...]

7° toute décision de refus de reconnaissance du droit de séjour à un étranger UE, sur la base de la réglementation européenne applicable [...];

[...] ».

Or, l'article 40, §6, de la même loi assimile le conjoint étranger d'un Belge, qui vient s'installer ou s'installe avec lui, à l'étranger UE.

Dès lors, force est de constater que la décision contestée constitue une décision de refus de reconnaissance du droit de séjour telle que visée par ledit article 39/79, §1^{er}, alinéa 2.

Il en résulte que le recours en annulation introduit par la partie requérante à l'encontre de l'acte attaqué est assorti d'un effet suspensif automatique, de sorte que cet acte ne peut pas être exécuté par la contrainte.

En conséquence, il y a lieu, au vu de ce qui précède, de constater que la partie requérante n'a pas d'intérêt à la demande de suspension de l'exécution de la décision attaquée qu'elle formule en termes de recours.

2.3. Dépens.

2.3.1. En termes de requête, la partie requérante sollicite notamment de « condamner la partie adverse aux frais et dépens ».

2.3.2. En l'espèce, le Conseil confirme la teneur de ses premiers arrêts aux termes desquels « Force est de constater qu'en l'état actuel de la réglementation, le Conseil n'a aucune compétence pour imposer des dépens de procédure » (arrêts n°717 du 11 juillet 2007 et n°768 du 13 juillet 2007).

Par conséquent, il y a lieu de déclarer irrecevable la demande formulée par la partie requérante à cet égard.

3. L'examen du recours.

3.1. La partie requérante prend un moyen unique de la violation « des articles 10 § 1 - 1° ; 40 § 6 de la Loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ».

Elle soutient que : « [...] En vertu de l'article 10 § 1, 1° de la Loi du 15/12/1980, Madame BOUKARI est admise, de plein droit, à séjourner dans le royaume. Le Ministre de l'Intérieur ne pouvait, comme il l'a fait dans son processus de décision, ajouter des conditions à la loi. Contrairement à l'article 40 § 3 qui subordonne le séjour du conjoint d'un ressortissant CE à la condition qu'il s'installe avec son époux (épouse) [art 40 § 3 : « *Sont assimilés à l'étranger C.E., (...) quelle que soit leur nationalité, les personnes ci-après, à condition qu'elle viennent s'installer ou s'installent avec lui* »], l'article 40 § 6 de la Loi du 15/12/1980, applicable au cas d'espèce, n'impose pas une telle condition puisque le texte est libellé comme suit : « *Sont également assimilés à l'étranger C.E. le conjoint d'un Belge qui vient s'installer ou s'installe avec lui [...]* ». L'article 40 § 6 de la Loi du 15/12/1980 n'impose donc pas, comme il le fait vis-à-vis des membres de la famille d'un ressortissant C.E., une condition de cohabitation. ».

Elle poursuit en faisant valoir que : « [...] Lorsque Madame BOUKARI est arrivée en Belgique, elle avait l'intention de vivre, en tant que femme mariée, avec son époux, Monsieur [E.]. [...] Peu de temps après son arrivée, Madame BOUKARI a appris que son époux, Monsieur [E.], entretenait une relation extraconjugale avec une autre dame. Madame BOUKARI n'a pas compris l'attitude de son époux et, se sentant manipulée et utilisée par ce dernier, elle a déposé plainte [...] au Parquet du Procureur du Roi de Liège. [...] ».

Sur ce dernier point, elle souligne, toutefois, que : « [...] Actuellement, et contrairement à ce que le Ministre de l'Intérieur a indiqué dans sa décision, aucune procédure en divorce n'a été introduite, que ce soit par Madame BOUKARI ou par son époux, Monsieur [E.]. [...] ».

Elle conclut que : « [...] La requérante doit donc être considérée comme bénéficiant d'un droit au séjour, en tant que conjoint d'un ressortissant Belge. En décidant le contraire, le Ministre de l'Intérieur a violé les articles 10 § 1 – 1° et 40 § 6 de la Loi du 15 décembre 1980. [...] ».

3.2. En l'espèce, sur le moyen unique, le Conseil observe, tout d'abord, que la situation de la requérante ne ressortit pas du champ d'application de l'article 10, § 1, 1° de la loi du 15 décembre 1980 précitée, contrairement à ce que celle-ci prétend en termes de requête, mais bien de l'article 40 de cette même loi qui vise expressément la catégorie des « conjoints de Belges ».

Le Conseil rappelle, ensuite, que les travaux préparatoires de la loi du 6 mai 1993, qui a remplacé le texte de l'article 40 de la loi du 15 décembre 1980 par une nouvelle

formulation plus proche de la réglementation européenne en vigueur en cette matière, précisent : « contrairement à l'article 10, al. 1^{er}, 4°, relatif au regroupement familial, la cohabitation de conjoints n'est pas requise. [...] La condition pour les conjoints de s'installer ensemble est inscrite dans l'article 40 de la loi afin d'éviter les mariages blancs, qui sont fréquents entre un étranger CE ou un Belge, d'une part, et un étranger non CE, d'autre part. Dans un souci de concordance avec la réglementation européenne [...], il n'est pas question de 'cohabiter', comme prévu à, l'article 10, mais de 's'installer avec' » (Doc. Parl., Sénat, 555-1 (1992-93), p. 8).

Il en résulte que, même si celui-ci est limité, en ce sens que le législateur n'a pas eu l'intention d'établir, dans le chef du conjoint d'un ressortissant CE ou d'un Belge, la même obligation de cohabitation que celle imposée au conjoint d'un ressortissant non CE, l'autorité conserve un pouvoir d'appréciation quant à l'installation commune des époux, de sorte que, contrairement à ce que soutient la partie requérante en termes de requête, la seule existence d'un mariage non dissous ne saurait impliquer nécessairement l'existence d'un droit au séjour.

La jurisprudence constante du Conseil d'Etat enseigne d'ailleurs à ce propos que : « [...] si la condition de venir s'installer ou de s'installer avec un conjoint belge n'implique pas une cohabitation réelle et durable comme celle exigée par l'article 10, alinéa 1^{er}, 4° de la loi précitée, elle suppose néanmoins un minimum de vie commune qui doit se traduire dans les faits. [...] » (C.E., arrêt n°80.269 du 18 mai 1999 ; dans le même sens : C.E. arrêt n°53.030 du 24 avril 1995 et arrêt n°114.837 du 22 janvier 2003).

En l'occurrence, le Conseil observe que la décision litigieuse se fonde en fait sur un rapport de la police de Liège du 22 juin 2007, lequel fait notamment état des constatations suivantes : « [...] Les intéressés ont entamé une procédure de divorce et n'ont jamais vécu ensemble en Belgique. [...] [E.] n'habite pas [à l'adresse]. Apparemment, il vit avec quelqu'un d'autre mais BOUKARI ne connaît pas l'adresse. [...] ».

Le Conseil relève que les informations contenues dans ce rapport d'enquête sont corroborées par les déclarations faites par la partie requérante, dans sa plainte du 19 octobre 2006 inventoriée en pièce n°5 du dossier qu'elle dépose à l'appui de son recours, en ces termes : « [...] Je suis donc arrivée à Bruxelles par avion en date du 28 septembre 2006. [...] [D.] a été prévenu de mon arrivée et est venu me voir chez ma sœur. Je suis restée un moment loger chez cette sœur. [D.] prenait contact avec moi par téléphone. Je me suis inquiétée du fait que [D.] ne venait pas me voir régulièrement et que nous ne nous installions pas ensemble à Ans [...] comme cela avait été défini lors du mariage. Quelques jours après mon arrivée, ma soeur m'a avoué que la réalité était que [E. D.] vivait avec une autre femme d'origine congolaise et ce à Liège. Cette dame aurait un enfant. A ce moment, nous n'avons plus eu de contact avec [E. D.]. [...] ».

Il en résulte que la partie requérante ne conteste pas que, depuis son arrivée en Belgique, elle n'a jamais vécu ni ne s'est jamais installée avec son époux.

Si, en termes de requête, elle conteste l'information contenue dans le rapport de police du 22 juin 2007 selon laquelle une procédure de divorce aurait été introduite, elle ne prétend toutefois pas que la séparation avec son époux ne serait que provisoire, ni qu'elle envisagerait encore d'avoir une vie commune avec lui.

Au contraire, à la lecture de la requête et des documents qui y sont annexés, il ressort que la requérante s'est rendue à la police afin de porter plainte et de faire ouvrir un dossier répressif à l'encontre de son mari du chef d'infraction aux dispositions légales relatives à la traite des êtres humains.

Dans cette mesure, il n'apparaît pas de l'ensemble des pièces et des déclarations contenues dans le dossier administratif que la partie adverse a commis une erreur d'appréciation en estimant que la requérante « ne remplit pas les conditions pour bénéficier du droit d'établissement en tant que conjointe de Belge », au motif que « la réalité de la cellule familiale est inexistante ».

Le moyen unique n'est, par conséquent, pas fondé.

Au demeurant, la circonstance que la décision fasse état d'une procédure de divorce dont l'existence est contestée par la partie requérante, ou encore le fait que l'absence d'installation commune serait imputable au comportement du mari de la requérante sont

sans aucune incidence sur la constatation d'absence d'un minimum de relations entre époux, susceptible de rencontrer la condition d'installation visée à l'article 40, §6 de la loi du 15 décembre 1980, et partant de justifier l'octroi d'un droit au séjour au regard de cette même disposition.

4. Le moyen n'étant pas fondé, il convient de traiter l'affaire par la voie des débats succincts conformément à l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5. La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article 1^{er}.

La requête en annulation est rejetée.

Article 2.

Il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la chambre, le vingt-neuf novembre deux mille sept, par :

Mme N. RENIERS, ,

Mme V. LECLERCQ, .

Le Greffier, Le Président,

V. LECLERCQ. N. RENIERS.